

Penser un projet politique face à la crise

3 janvier 2025 | [Inactualités](#)
[Nancy Fraser](#)

Je propose d'analyser la constellation actuelle à la lumière d'un modèle que je nomme le triple mouvement. Comme le schéma de Polanyi, le triple mouvement fournit un outil pour analyser la grammaire des luttes sociales dans la société capitaliste. Mais à la différence du double mouvement, il décrit un conflit tripartite entre les partisans de la marchandisation, les adeptes de la protection sociale et les défenseurs de l'émancipation

Les crises actuelles présentent de nombreuses similitudes avec celle des années 1930, telle que Karl Polanyi l'a décrite dans *La Grande Transformation*. Aujourd'hui comme hier, la dynamique implacable de l'extension et de la dérégulation des marchés cause des ravages sur toute la planète : elle détruit les moyens de subsistance de milliards de personnes, désunit les familles, affaiblit les communautés et brise les solidarités, démolit les habitats et pille la nature. On en voit les effets destructeurs avec le commerce sans contrôle des biotechnologies, des droits à polluer sous forme de crédits carbone, ou encore, bien sûr, des produits dérivés financiers ; avec les répercussions de cette marchandisation sur la protection des enfants, l'éducation et la prise en charge des personnes âgées. Aujourd'hui comme hier, ces facteurs ont engendré une crise à plusieurs dimensions : économique et financière, mais aussi écologique et sociale.

Il semble, en outre, que ces crises présentent la même logique structurelle profonde que celle analysée par Polanyi. Elles trouvent leur origine dans une dynamique qu'ils a nommée la « marchandisation fictive ». À son époque, comme aujourd'hui, les fondamentalistes de l'économie de marché ont cherché à marchandiser toutes les conditions nécessaires à la production de biens. Transformant le travail, la nature et l'argent en objets de commerce sur des marchés « autorégulés », ils ont proposé de traiter ces composantes élémentaires de la production et des échanges comme n'importe quelle autre marchandise. Mais en réalité, ce projet était paradoxal. Tel un serpent qui se mord la queue, le néolibéralisme actuel, comme son prédécesseur, menace le socle même du capitalisme. Dans les deux cas, le résultat était totalement prévisible : une déstabilisation complète du système économique d'une part, de la nature et de la société d'autre part.

Au vu de ces similitudes structurelles, il n'est pas étonnant que bon nombre d'analystes des crises actuelles reviennent au *magnum opus* de Polanyi, ni que beaucoup d'entre eux qualifient ce que nous vivons aujourd'hui de « seconde » ou « nouvelle grande transformation ». La situation actuelle se distingue pourtant de celle des années 1930 sur un point essentiel. Dans la première moitié du xx^e siècle, les luttes sociales suscitées par la crise ont créé ce que Polanyi a désigné comme un « double mouvement ». Selon lui, les partis politiques et les mouvements sociaux se sont distribués de part et d'autre d'une ligne de fracture simple. D'un côté se tenaient les forces politiques et les intérêts commerciaux favorables à la dérégulation des marchés et au développement de la marchandisation ; de l'autre se trouvait un large front réunissant des représentants de différentes classes sociales (travailleurs urbains et propriétaires fonciers ruraux, socialistes et conservateurs) désireux de « protéger la société » des ravages du marché. Lorsque la crise s'est aggravée, les partisans de la « protection sociale » l'ont emporté. Dans des contextes aussi différents que l'Amérique du New Deal, la

Russie stalinienne, l'Europe fasciste et, plus tard, la démocratie sociale d'après-guerre, les classes politiques ont semblé converger au moins sur un point : livrés à eux-mêmes, les marchés « autorégulés » du travail, de la nature et de l'argent allaient détruire la société. Il fallait donc une régulation politique pour la protéger.

Aujourd'hui, ce consensus n'existe plus. Les élites politiques sont explicitement ou implicitement néolibérales. Leur préoccupation principale étant de protéger les investisseurs, presque tous ces acteurs – y compris ceux qui se proclament sociaux-démocrates – exigent l'« austérité » et la « réduction des déficits », en dépit des menaces que ces politiques représentent pour l'économie, la société et la nature. Parallèlement, l'opposition populaire ne parvient pas à s'unir autour d'une contre-proposition de solidarité, malgré des mouvements de protestation intenses mais éphémères, et qui souffrent de leur fragmentation et de ne pas s'être rassemblés autour d'un contre-projet cohérent face au néolibéralisme.

Que faire de cette disjonction ? Comment évaluer la constellation actuelle ? Pourquoi les élites politiques d'aujourd'hui ne parviennent-elles pas à défendre des projets régulateurs destinés à protéger le système économique capitaliste – sans parler de la société et de la nature – des ravages de marchés hors de contrôle ? Et pourquoi les mouvements sociaux ne se rassemblent-ils pas autour d'un projet contre-hégémonique pour préserver les moyens de subsistance menacés, les communautés martyrisées et les habitats en péril ? S'agit-il de fautes politiques, c'est-à-dire de carences du pouvoir, de défauts d'analyse, d'erreurs de jugement ? Je me propose de répondre à ces questions en deux volets. Dans le premier, j'évaluerai certaines hypothèses abondamment citées quant aux raisons pour lesquelles le paysage politique actuel s'écarte de l'analyse de Polanyi. Dans le second, je présenterai une autre hypothèse qui, selon moi, apporte un meilleur éclairage sur la situation actuelle. Cette théorie suppose de revisiter l'idée de double mouvement de Polanyi afin de mettre en lumière la perspective d'une transformation sociale émancipatrice au XXI^e siècle.

Commençons par nous demander pourquoi nous n'assistons pas à un double mouvement au XXI^e siècle. Alors que les conditions structurelles semblent favorables, pourquoi n'existe-t-il aucun projet contre-hégémonique visant à protéger la société et la nature du néolibéralisme ? Pourquoi les classes politiques de notre époque laissent-elles l'élaboration des politiques publiques aux mains des banquiers centraux, et pourquoi ceux-ci comptent-ils dans leurs rangs si peu de keynésiens et encore moins de socialistes convaincus et désireux de défendre des contre-propositions solidaires ?

Et pourquoi les partisans d'une nouvelle donne – syndicalistes, chômeurs et travailleurs précaires, féministes, écologistes, anti-impérialistes – ne s'unissent-ils pas en une vaste coalition ? Pourquoi n'y a-t-il pas de front populaire pour faire valoir que quelqu'un doit supporter le coût de la marchandisation : pas la « société » en tant que telle, ni la nature réduite à l'état de cloaque, mais ceux dont les efforts incessants pour accumuler du capital ont précipité la crise ? Pourquoi les modes de protestation innovants n'ont-ils pas trouvé une expression politique cohérente et durable, susceptible de constituer une opposition crédible à ces « malfaiteurs du grand capital », comme Franklin Roosevelt les aurait désignés, et aux gouvernements qui sont à leur botte ?

Tournons-nous vers une explication plus profonde, liée à une modification fondamentale du capitalisme depuis les années 1930. Il s'agit du passage d'un régime d'accumulation fordiste, fondé sur la production industrielle, à un régime post-fordiste dominé par la finance. Dans le capitalisme fordiste en vigueur à l'époque de Polanyi, le travail occupait une place centrale ;

son exploitation constituait le principal moteur de l'accumulation du capital. Les travailleurs de l'industrie avaient un poids considérable : la concentration facilitait l'organisation et la menace de cesser le travail constituait une arme puissante. Le syndicalisme était la colonne vertébrale d'un large front populaire, fer de lance des efforts pour réguler le capitalisme et protéger la société contre les effets désintégréateurs du *laissez-faire*. Structurellement, donc, le capitalisme industriel générait une base et un appui politiques pour soutenir le pôle du double mouvement favorable à la protection.

Le capitalisme actuel est totalement différent. Aujourd'hui, le capital préfère, autant que possible, éviter les risques inhérents aux activités de production. Pour simplifier le circuit d'accumulation, les investisseurs tirent des bénéfices de l'achat et de la vente d'argent ou de nouveaux produits financiers qui marchandisent le risque. Ils s'affranchissent ainsi de la dépendance à l'égard de la main-d'œuvre, dont les nouvelles technologies réduisent de toute façon la place. De ce fait, le travail n'a pas la même force de levier que dans les années 1930. Les activités de production sont reléguées en semi-périphérie, les taux de syndicalisation s'effondrent et l'arme de la grève perd une grande partie de sa force – dans les pays du Nord, du moins. Aspect tout aussi important, le clivage entre travail et capital ne va plus de soi. Il est éclipsé par la division apparemment plus fondamentale entre ceux qui ont un emploi stable d'une part, et le précaire d'autre part, les rangs des premiers s'éclaircissant et ceux du second grossissant. Dans cette situation, le syndicalisme ne représente pas la société sous son véritable jour. Aux yeux de certains, il défend les privilèges de la minorité qui jouit d'un minimum de protection sociale contre les intérêts des autres, bien plus nombreux.

Pour des raisons structurelles, le travail ne peut donc pas, au XXI^e siècle, constituer la colonne vertébrale du pôle favorable à la protection de ce qui serait un double mouvement. Et il n'y a aucun substitut en vue : le précaire, ou la « multitude », a certes l'avantage du nombre, mais sa situation n'est pas propice à l'organisation. En outre, il ne possède rien dont le capital ait besoin et qui pourrait lui servir de moyen de pression. Les jeunes, les paysans, les consommateurs, les femmes, la catégorie plus vraiment « nouvelle » des travailleurs qui ont récemment pris les traits des hackers et des cyberpirates : aucun de ces groupes n'a réussi à acquérir un poids politique. Finalement, un capitalisme dominé par la finance crée d'immenses obstacles structurels à la dynamique politique polanyienne. Par sa nature, il ne génère aucune force sociale identifiable susceptible de porter un mouvement contre-hégémonique, ni *a fortiori* aucun « fossoyeur » désigné du capitalisme.

L'hypothèse d'un basculement de la production vers la finance éclaire les conditions qui empêchent aujourd'hui l'émergence d'un double mouvement. Pourtant, elle ne reflète pas tout l'éventail des possibilités politiques. D'une part, cette approche néglige la question du salariat en dehors des pays du Nord. D'autre part, elle s'en tient à l'analyse du système économique sans explorer le champ plus vaste de la *reproduction sociale*, dont la critique est un grand terrain d'opposition au néolibéralisme, comme en témoignent les luttes dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'eau, de la pollution, de l'alimentation et de la vie sociale à travers le monde. Dès lors, l'hypothèse de la financiarisation pose les rapports de classe comme unique ou principal terrain de lutte politique, sans tenir compte des rapports de *statut* qui constituent d'importantes bases de mobilisation à l'heure actuelle. J'en veux pour preuve le fait que la politique de la reconnaissance soit la grammaire de la protestation qui domine aujourd'hui : c'est autour de cette question de la reconnaissance que s'organisent les combats sur des sujets comme le genre, la sexualité, la religion, la langue, l'appartenance ethnique et la nationalité. En fin de compte, cette hypothèse escamote l'aspect discursif de la politique, c'est-à-dire la grammaire de la revendication qui sert d'interface entre la structure et

l'action, les imaginaires collectifs par lesquels les êtres sociaux vivent, interprètent et évaluent les conditions sociales.

Une troisième hypothèse se concentre sur un autre changement structurel qui s'est produit depuis les années 1930. Aujourd'hui, les crises ne sont pas vécues à la même échelle, ce qui modifie le cadre dans lequel il faut les traiter. Nous sommes passés d'un scénario de crise du XX^e siècle, pensé dans un contexte national et appelant des interventions de la part des États dans les limites de leurs territoires, à un scénario du XXI^e siècle qui a ébranlé le cadre national sans lui apporter de substitut plausible. À l'époque de Polanyi, l'État territorial moderne était tout naturellement l'arène centrale et l'agent de la protection sociale. Par conséquent, les paramètres du projet de protection du double mouvement étaient clairs : pour gérer son économie, l'État devait mobiliser des fonds nationaux, ce qui nécessitait de contrôler la monnaie du pays. L'une des premières mesures que Franklin Roosevelt a prises à son entrée en fonction en 1933 a été d'abandonner l'étalon-or. C'est cette décision qui a rendu possible la série de politiques et de programmes que nous associons au New Deal, y compris la sécurité sociale. Après la Seconde Guerre mondiale, aux États-Unis et ailleurs, le cadre national a continué de déterminer tous les grands paramètres de la protection sociale. Il définissait l'État national comme l'agent protecteur, l'économie nationale comme l'objet à gérer, la politique nationale (fiscale, monétaire et industrielle) comme les moyens à employer, les citoyens nationaux comme le cercle des bénéficiaires de cette protection. Et le concept de communauté nationale fournissait la philosophie solidaire qui faisait de la protection un projet politique viable, apte à susciter un large appui¹.

Aujourd'hui, le cadre national ne s'impose plus comme une évidence. Sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont lancés dans l'édification d'un système capitaliste mondial fondé sur le système de Bretton Woods, dont l'ambition était d'associer le libre échange international à une régulation étatique au niveau national. Mais ce compromis s'est effondré en quelques décennies. Dans les années 1970, les États-Unis étaient sur le point de devenir une nation rentière. En sabordant le système des taux de change fixes, en investissant ses capitaux à l'étranger et en contractant une immense dette souveraine, le pays a abandonné le contrôle de sa monnaie et réduit sa capacité à gérer son économie. D'autres États moins solides ont aussi perdu leur aptitude à mener leur propre développement, pour peu qu'ils l'aient eue un jour. Avec leur long passé de soumission coloniale et le maintien de la prédation impérialiste par d'autres moyens après leur indépendance, les États post-coloniaux n'ont jamais eu les mêmes capacités de protection que ceux issus du noyau dur capitaliste – une disparité exacerbée par les politiques néolibérales d'ajustement structurel. Dans le même temps, la construction de l'Europe comme union économique et monétaire, sans le corollaire de l'intégration politique et fiscale, a neutralisé les capacités de protection des pays membres sans créer d'équivalents plus larges à l'échelle européenne pour prendre le relais. Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : la Grèce est réduite à un protectorat, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande sont dirigés par Bruxelles et les banquiers centraux fixent l'orientation des politiques intérieures, même en Allemagne et en France. Le résultat est que le projet de protection sociale ne peut plus être envisagé dans le cadre national. Sans aucune solution de remplacement en vue, ce projet semble perdre sa crédibilité. Il nous manque donc un autre présupposé essentiel au double mouvement.

L'hypothèse du « cadre » (national ou européen, par exemple) met en lumière la difficulté de construire une contre-hégémonie face au néolibéralisme au XXI^e siècle. Mais elle n'explique pas la faiblesse des contre-propositions transnationales plus larges. Pourquoi n'y a-t-il aucun mouvement contre l'austérité à l'échelle européenne ? Si les capitalistes se sont organisés au

niveau mondial pour développer les marchés et les libérer du contrôle national, pourquoi les partisans de la protection sociale n'ont-ils mis sur pied aucun contre-mouvement à une échelle comparable ? En résumé, aucune des hypothèses examinées ici n'est pleinement satisfaisante. Et la simple association des trois serait également insuffisante : même si nous parvenions à articuler psychologie, financiarisation et mondialisation, nous ne pourrions pas saisir les dynamiques politiques qui ont fait dérailler le scénario de Polanyi. Nous en serions encore à nous demander : pourquoi la « société » ne s'organise-t-elle pas politiquement pour se protéger de l'« économie » ? Pourquoi n'assiste-t-on pas à un double mouvement au XXI^e siècle ?

Lorsqu'une question résiste obstinément aux analyses, c'est qu'elle est peut-être mal posée. En nous demandant pourquoi il n'y a pas de double mouvement au XXI^e siècle, nous reproduisons un réflexe contrefactuel qui équivaut à nous demander pourquoi les pays industriels avancés du noyau capitaliste n'ont pas vécu de révolutions socialistes. Le problème est évident : en nous concentrant sur ce qui est absent, nous ignorons ce qui est présent. Pourquoi ne pas repenser notre questionnement sur un mode plus ouvert, en examinant la grammaire des luttes sociales qui ont réellement existé dans les décennies postérieures à la publication de *La Grande Transformation* ?

Pour ce faire, étudions le large éventail de luttes sociales qui ne trouvent pas leur place dans le schéma du double mouvement. Je pense à l'extraordinaire diversité des mouvements d'émancipation qui ont fait leur apparition dans les années 1960 et se sont rapidement diffusés à travers le monde : l'antiracisme, l'anti-impérialisme, le pacifisme, la nouvelle gauche, la deuxième vague féministe, la libération LGBT, le multiculturalisme, etc. Souvent plus axés sur l'enjeu de la reconnaissance que sur celui de la redistribution, ces mouvements étaient extrêmement critiques vis-à-vis des formes de protection sociale qui ont été institutionnalisées dans les États-providence d'après-guerre focalisés sur la croissance. Considérant avec un profond mépris les normes culturelles que la logique des prestations sociales véhiculait, ces mouvements ont mis en lumière ce qu'il y avait d'exclusions et de hiérarchies injustes. Les partisans de la nouvelle gauche ont par exemple dénoncé le caractère oppressif des couvertures sociales bureaucratiques qui déresponsabilisaient leurs bénéficiaires, transformant les citoyens en clients. Les anti-impérialistes et les militants pacifistes ont critiqué le cadre national des couvertures sociales dans le monde développé, qui étaient financées sur le dos des populations post-coloniales tout en les excluant. Ils ont ainsi montré l'injustice des protections « mal cadrées », l'échelle d'exposition au risque, souvent transnationale, ne correspondant pas à l'échelle généralement nationale à laquelle la protection était organisée. Dans le même temps, les féministes ont révélé le caractère oppressif des couvertures basées sur le « revenu familial » et sur une vision androcentrique du « travail » et de la « contribution », montrant que ces systèmes protégeaient moins la « société » en soi que la domination masculine. Les militants LGBT ont mis au jour le caractère injuste des prestations publiques fondées sur des définitions restrictives et hétéronormatives de la famille. Les défenseurs des droits des personnes handicapées ont dénoncé le caractère excluant des environnements bâtis en fonction d'une représentation « valide » de la mobilité. Les partisans du multiculturalisme ont montré la dimension oppressive des protections sociales basées sur les conceptions des groupes religieux ou ethnoculturels majoritaires et pénalisant les membres des groupes minoritaires. Et ainsi de suite.

Chacun de ces mouvements a critiqué un aspect de la morale concrète contenue dans la protection sociale. Ce faisant, ils ont débarrassé à tout jamais la notion de « protection » de son innocence. Ayant remarqué que les individus pouvaient s'appuyer sur la ressource

constituée par le salaire qu'ils avaient eux-mêmes gagné pour lutter contre les formes de domination fondées sur le statut qu'ils pouvaient subir, ces mouvements se méfiaient naturellement de ceux qui idéalisaient la protection et diabolisaient les marchés. En demandant un droit d'accès, et non une protection, leur principal objectif n'était pas de défendre la « société », mais de vaincre la domination. Cela étant, les mouvements d'émancipation n'étaient pas adeptes du libéralisme économique. Même s'ils se sont désolidarisés de la « société », ils ne sont pas devenus pour autant des partisans de l'« économie ». Ils savaient que la marchandisation servait plus souvent à transformer qu'à supprimer la domination. De ce fait, leur instinct leur dictait aussi de se méfier de ceux qui présentaient le marché « autorégulé » comme une panacée.

D'une manière générale, les mouvements sociaux d'après-guerre ne correspondent donc à aucun des pôles du double mouvement. Ne prônant ni la marchandisation, ni la protection sociale, ils ont embrassé un troisième projet politique que j'appellerais l'« émancipation. » Occulté par le modèle de Polanyi, ce projet doit occuper une place centrale dans nos tentatives de clarifier la grammaire des luttes sociales au XXI^e siècle. Je propose par conséquent d'analyser la constellation actuelle à la lumière d'un autre modèle que je nomme le triple mouvement. Comme le schéma de Polanyi, le triple mouvement fournit un outil pour analyser la grammaire des luttes sociales dans la société capitaliste. Mais à la différence du double mouvement, il décrit un conflit tripartite entre les partisans de la marchandisation, les adeptes de la protection sociale et les défenseurs de l'émancipation. L'objectif de cette démarche n'est pas uniquement de proposer un modèle plus exhaustif. Il s'agit plutôt de rendre compte de l'évolution des relations entre ces trois forces politiques dont les projets se croisent et se heurtent. En effet, l'une des caractéristiques du triple mouvement est que chaque pôle peut, en principe, s'allier à l'un des deux autres contre le troisième.

Parler d'un triple mouvement, c'est partir du principe que chacun de ses trois pôles est intrinsèquement ambivalent. Nous avons vu, contre Polanyi, que la protection sociale est souvent ambivalente : elle atténue les effets désintégrateurs des marchés sur les communautés, tout en enracinant la domination en leur sein et entre elles. Mais il en va de même des deux autres termes. La marchandisation comporte, certes, les effets négatifs mis en avant par Polanyi. Mais comme Marx le reconnaissait, elle peut aussi engendrer des effets positifs si les protections qu'elle fait disparaître sont oppressives – par exemple, lorsqu'on introduit des marchés de biens de consommation dans des économies planifiées bureaucratiques ou lorsque des marchés du travail s'ouvrent à des personnes qui en ont été involontairement exclues. L'émancipation n'est pas non plus dépourvue d'ambivalence : si elle aboutit à une libération, elle met également à l'épreuve le tissu des solidarités existantes. Ainsi, même lorsqu'elle vient à bout de la domination, l'émancipation peut contribuer à dissoudre le fondement éthique solidaire de la protection sociale, ouvrant ainsi la voie à la marchandisation.

De ce point de vue, chaque terme possède ses propres fins et une ambivalence potentielle qui se développe dans l'interaction avec les deux autres termes. Il est donc impossible, contrairement à ce que propose Polanyi, d'appréhender le conflit entre marchandisation et protection sociale indépendamment de l'émancipation. De même, on ne peut pas comprendre les conflits ultérieurs entre protection et émancipation sans prendre en compte le rôle des réformes néolibérales. La même critique peut aussi s'appliquer aux mouvements d'émancipation. Si Polanyi a négligé l'impact des luttes d'émancipation sur les conflits entre marchandisation et protection sociale, les luttes d'émancipation ont souvent ignoré l'influence des projets de marchandisation sur leurs combats contre les forces favorables à la protection.

Comme nous l'avons vu, les mouvements d'émancipation se sont élevés contre les protections oppressives d'après-guerre. Chaque fois, le mouvement a révélé l'existence d'un type de domination et revendiqué le droit de s'en émanciper. Or, ces revendications étaient ambivalentes dans la mesure où elles pouvaient s'aligner sur les principes de la marchandisation aussi bien que sur ceux de la protection sociale. Dans le premier cas, lorsque l'émancipation s'alignait sur la marchandisation, elle réduisait la dimension oppressive mais fragilisait aussi le fondement solidaire de la protection sociale. Dans le second cas, lorsque l'émancipation s'alignait sur la protection sociale, elle avait plutôt le pouvoir de transformer la morale concrète qui sous-tendait la protection.

En réalité, tous ces mouvements présentaient à la fois les deux tendances. Dans chaque cas, leurs courants libéraux étaient attirés vers la marchandisation, tandis que leurs courants socialistes et sociaux-démocrates étaient plus susceptibles de s'aligner sur les forces en faveur de la protection sociale. Il faut toutefois admettre que l'ambivalence de l'émancipation s'est récemment clarifiée pour pencher vers la marchandisation. Insuffisamment attentifs à la montée des forces de marché, les courants hégémoniques des luttes d'émancipation ont noué une « liaison dangereuse » avec le néolibéralisme, apportant une touche d'« esprit nouveau » ou une justification séduisante à un nouveau mode d'accumulation du capital présenté comme « flexible », « ouvert aux différences » et « encourageant la créativité depuis la base ». Au bout du compte, la critique émancipatrice du caractère oppressif de la protection a rejoint la critique néolibérale de la protection elle-même. Dans la zone de conflit du triple mouvement, l'émancipation s'est alliée à la marchandisation pour faire obstacle à la protection sociale.

C'est ici que nous commençons enfin à distinguer l'échiquier politique du XXI^e siècle. Dans la configuration actuelle, un camp libéral enhardi se nourrit du charisme des mouvements d'émancipation. Prenant des airs de révolte, il emprunte les accents de l'émancipation pour accuser la protection sociale d'être une entrave à la liberté. Parallèlement, un camp favorable à la protection, mais en déclin, lutte pour se débarrasser de l'image dominatrice dénoncée par les mouvements d'émancipation. Démoralisé, sur la défensive et manquant de conviction, ce camp ne parvient pas à séduire, ni à créer une vision contre-hégémonique susceptible de galvaniser l'opposition au néolibéralisme. Finalement, le camp de l'émancipation se trouve au bord d'un étroit précipice. Louvoyant entre les deux autres pôles, ses courants dominants franchissent régulièrement la ligne qui sépare d'un côté la critique valable de la protection oppressive et les revendications légitimes pour l'accès au marché du travail et, de l'autre côté, la conversion aveugle à l'individualisme méritocratique et au consumérisme privé.

En clarifiant cette constellation, le triple mouvement met en évidence les obstacles politiques auxquels se heurtent les efforts pour construire un projet contre-hégémonique face au néolibéralisme. Par l'analyse du champ des luttes réelles, il révèle la grammaire des revendications et des imaginaires collectifs qui influencent les réactions des acteurs politiques à leur situation. Cette dimension politique n'invalide pas les trois hypothèses que nous avons examinées plus haut, mais les complète et les enrichit. Surtout, elle éclaire les processus qui ont découragé les élites sociales-démocrates, apporté aux néolibéraux le charisme qui a permis leur hégémonie et affaibli et dispersé les partisans de l'émancipation. Le triple mouvement invite à reconsidérer le combat politique actuel en dépassant la vision polanyienne. Tout d'abord, il ne s'agit pas de déplorer l'absence de double mouvement. Même s'il complique la lutte contre le néolibéralisme, l'avènement de l'émancipation est un progrès. Il n'y a pas de retour aux conceptions hiérarchiques, excluantes et communautaires de la protection sociale, qui a perdu à tout jamais son innocence – à juste titre. Aujourd'hui, il ne peut exister de protection sans émancipation.

Dans le même temps, le triple mouvement laisse entrevoir la nécessité de complexifier le projet de l'émancipation. En révélant son ambivalence, cette analyse suggère que l'émancipation n'a pas le monopole du bien. Tout dépend, en fait, de la manière dont l'impulsion pour venir à bout de la domination est influencée par sa rencontre historique avec d'autres projets – essentiellement la marchandisation et la protection sociale. Un projet émancipateur empreint d'une confiance naïve dans le contrat, la méritocratie et la promotion individuelle est facilement détourné, comme c'est le cas actuellement. En fin de compte, le triple mouvement suggère un projet politique pour ceux d'entre nous qui restent attachés à l'émancipation. Nous devons nous résoudre à rompre la liaison dangereuse que nous avons nouée avec le néolibéralisme et forger une nouvelle alliance de fond avec la protection sociale. En réalignant ainsi les pôles du triple mouvement, nous pourrions intégrer notre intérêt de longue date pour la non-domination dans les questions tout aussi légitimes de solidarité et de sécurité sociale. Et nous pourrions disputer aux néolibéraux l'usage de la notion de « liberté négative », qu'ils ont dénaturée. En adoptant une conception plus large de la justice sociale, un tel projet pourrait à la fois rendre hommage à la pensée de Polanyi et combler ses lacunes.

Nancy Fraser

Paru en 2016 dans la revue [Agone \(n° 60\)](#), ce texte a été traduit par Géraldine Chantegrel : « A Triple Movement ? Parsing the Politics of Crisis after Polanyi », *New Left Review* II-81, mai-juin 2013.

- 1

Bien entendu, le cadre national était aussi un mauvais cadre, dans la mesure où il excluait du cercle de personnes en droit de bénéficier de la protection tous les étrangers évoluant à sa périphérie, mais exposés au risque par le marché et dont le travail aidait à financer la couverture sociale dans les pays du noyau capitaliste. Concernant la notion de mauvais cadrage, lire Nancy Fraser, « Marchandisation, protection sociale et émancipation : les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme », *Revue de l'OFCE*, 2010, n114